



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

DÉBACLE DU CENTRISME BOUDDHISTE

Si l'on compare les événements du Centre-Vietnam à ceux de la chute de Diem en 1963, on ne peut qu'être frappé par la différence des résultats. Ces deux derniers mois, le soulèvement de Hué et Da Nang, soutenu par les citoyens de Saïgon, a eu une puissance énorme qui a compromis tous les plans de Washington et de son Pentagone. Jamais peut-être pareil soulèvement de masse ne s'est projeté contre un pouvoir aussi instable que celui de Ky. Et pourtant, par deux fois, Ky a triomphé.

Il saute aux yeux tout d'abord que les Américains ont tiré les leçons de la chute de Diem, qu'ils n'ont plus rien à ménager au Vietnam, et qu'ils soutiendront leur fantôme sanglant jusqu'au bout parce qu'il est leur dernière carte et qu'ils savent que tout compromis serait le premier pas de la reconnaissance de leur défaite, déjà acquise, et qu'ils tentent de masquer par un génocide qui ne se peut comparer qu'à l'hitlérisme.

Mais cela même ne peut expliquer la défaite populaire du Centre-Vietnam. Toutes les ruses (si grossières) de Ky, ses tergiversations sur les élections et son maintien au pouvoir, enfin son attaque-surprise de Da Nang n'ont pu réussir que du fait de la trahison des masses par les bouddhistes, et par les militaires qui se sont rangés à leur côté.

S'il est bien connu qu'il n'y a jamais de « troisième force » dans une révolution sociale à son point culminant, il fallait la bêtise des libéraux du monde entier pour espérer en la « voie bouddhiste ». En fait, la « résistance » des bonzes aura été un feu de paille. Mis à l'épreuve, ils ont manifesté leur inconsistency politique et militaire, et, comme tous les conciliateurs, ils ont été les artisans de la défaite des forces qui leur ont fait confiance.

La responsabilité des bouddhistes

Alors qu'en avril Ky avait dû renoncer à l'épreuve de force face à la population prête à parer toute attaque, il a pu cette fois écraser Da Nang et pénétrer à Hué sans rencontrer la résistance effective que l'on attendait. C'est qu'il n'existait aucune organisation de défense sérieuse. De même, politiquement, les masses n'étaient pas préparées à réagir. Elles ont vu, en un mois, leur direction changer trois fois de position vis-à-vis du gouvernement. Après avoir appelé à l'insurrection contre la « clique Thien-Ky », Tri Quang s'était rendu à Da Nang pour exiger le retour au calme et à la « légalité ». Quand il s'est agi à nouveau de prendre les armes, on ne peut s'étonner si la réaction n'a pas été immédiate.

Cette impréparation militaire, cette hésitation politique ne sont ni des hasards, ni le résultat d'incapacités personnelles : elles sont la conclusion logique de l'attitude conciliatrice des bouddhistes qui, cette fois, n'a pas seulement empêché la victoire, mais provoqué la défaite.

Le but des bouddhistes n'est pas de rompre définitivement avec le pouvoir des impérialistes et des propriétaires fonciers. Ils ne cherchent qu'à obtenir des concessions.

Mais, au fur et à mesure que la lutte s'exaspère, il reste de moins en moins de place pour une telle position « réformiste ». La volonté des masses est d'en finir avec la guerre imposée par le U.S.A. et le gouvernement à leur solde. En un mois, l'anti-américanisme a acquis une violence jamais atteinte dans toutes les villes.

Pour conserver leur appui populaire, les bouddhistes doivent emboîter le pas

et « exiger » des Américains qu'ils cessent de soutenir Ky. Mais ces protestations verbales ne peuvent masquer leur refus pratique de couper les ponts avec l'impérialisme.

En ce sens, la chute du Centre-Vietnam, si elle porte un coup au développement de la lutte dans les villes, aura du moins permis une nouvelle prise de conscience des masses en leur montrant dans la pratique où conduisait le jeu de bascule permanent des bouddhistes.

La défiance va croissant vis-à-vis des méthodes et de la ligne politique bouddhistes qui perdent de plus en plus leur rôle dirigeant au profit du F.N.L.

Il est apparu clairement que les ultimatum et les suicides spectaculaires ne pouvaient guère émouvoir un ennemi qui connaît seulement la force, et face auquel la seule réplique est la lutte armée telle que la pratique le F.N.L.

Dick LEMAIRE

(Suite page 2)

ALERTE A CUBA!

La situation se tend à nouveau à Cuba à la suite d'incidents près de la base américaine de Guantanamo. Castro a décrété l'état d'alerte. Une grande partie de la presse — y compris de la presse de « gauche » — émet comme hypothèse que Castro a voulu exploiter des incidents mineurs comme diversion aux difficultés intérieures et à la baisse de tonus révolutionnaire à Cuba. Ces difficultés existent, mais ce n'est pas du tout pour ces raisons que le gouvernement cubain a réagi de telle manière. En fait, pour diverses raisons, et probablement en vue d'événements possibles à Saint-Domingue, proche de Cuba, le gouvernement des États-Unis a tenté de sonder ce que pourraient être les réactions cubaines à des actions de sa part. Aucun gouvernement bourgeois ne respecte les lois du droit international. Moins que tout autre, le gouvernement de Washington ne le fait. Au contraire, il a une mentalité de gangster, et il lui arrive souvent de procéder de cette façon à des sondages sur le terrain. C'est d'ailleurs ainsi qu'a commencé l'escalade au Vietnam après un essai de cette sorte pendant l'été 1964 dans le golfe du Tonkin.

Castro qui connaît bien cette façon de procéder sait aussi que lorsqu'on répond aussitôt par un grand coup dans la gueule on donne à réfléchir à ces gangsters. C'est ce qui n'a pas été fait au Vietnam et on en sait les conséquences. La riposte de Castro a été immédiate et les bandits de Washington jouent aux innocents.

Le gouvernement cubain a également déclaré qu'il ferait appel à des volontaires de tous les pays pour la défense de Cuba. Les mouvements ouvriers et des peuples des pays sous-développés doivent être prêts à appuyer Cuba le cas échéant. D'ores et déjà, la défense de Cuba impose une solidarité plus grande que jamais envers la révolution vietnamienne qui subit, seule, le poids des attaques du plus puissant impérialiste dans le monde.

LA GUERRE DU VIETNAM FRAPPE A DETROIT

LÉO BERNARD assassiné

Le 17 mai, un homme pénétrait dans les locaux de Detroit du Socialist Workers Party, le parti trotskyste américain, et demandait aux trois militants de permanence de lui montrer une liste de livres. Tout à coup, sortant un revolver, il cria « Vous êtes tous des communistes ! », tira, et s'enfuit pendant que nos camarades s'abattaient.

Leo Bernard est mort. Walter Graham et Jan Garrett sont gravement blessés. Un tel type d'attentat est révélateur du degré de violence où s'achemine les affrontements de classe aux États-Unis, qui prennent aujourd'hui leurs racines dans la lutte anti-Noir et dans

la guerre du Vietnam, comme le manifestent les attentats qui ont précédé celui-là, contre les DuBois Clubs et le local du Vietnam Day Committee qui a été récemment dynamité. Il n'est pas non plus étonnant que les victimes soient de jeunes trotskystes du S.W.P. et de la Young Socialist Alliance, puisque ce sont les organisations politiques qui forment l'extrême pointe de la lutte de l'avant-garde américaine. Notre parti s'incline douloureusement devant le cadavre de Leo Bernard, dont une de nos cellules de jeunes sera fière de porter le nom. Leo Bernard sera vengé demain par la défaite irrémédiable de l'impérialisme américain.

CABINET DE FANTÔMES OU CONTRE-POUVOIR POPULAIRE

L'ÉCHEANCE des élections législatives pèse d'un poids immense dans la conjoncture française. Le régime en place demeure extrêmement vulnérable, bien qu'il ne faille pas sousestimer ses possibilités de défense légales et extra-légales. L'U.N.R. est un syndicat d'arrivistes qui ne jouit d'aucune considération en dehors de la bénédiction du Général. La principale force de ce pouvoir c'est son faux-semblant de stabilité par opposition à l'existence chaotique des gouvernements à éclipses de la IV^e République. C'est surtout l'absence d'une véritable solution de rechange qui offre aux larges masses une garantie de changements profonds et durables répondant à leurs aspirations.

Le 17 mai a été l'occasion d'un imposant déploiement des forces ouvrières. En dépit des mouvements répétés, demeurés infructueux, en dépit des incertitudes quant à l'issue de cette nouvelle action, des millions de travailleurs sont entrés en grève. Cent mille manifestants ont défilé de la Bastille à la République, ce à quoi on n'avait plus assisté depuis des années.

Cela démontre que d'immenses énergies demeurent disponibles. Les grandes masses loin d'être devenues totalement indifférentes sont prêtes à engager le combat pour peu que les objectifs soient clairement énoncés et que l'enjeu mérite de consentir des sacrifices. Le succès de la journée du 17 mai eut été encore plus éclatant et d'une portée plus décisive si ces conditions avaient été remplies.

Les directions syndicales ont bien fait de récuser le parrainage de Mitterrand qui espérait rehausser son prestige bien entamé en prenant la tête de la manifestation à Paris. Mais la distance qui a été établie du même coup à l'égard des partis représentatifs de la classe ouvrière limitait les objectifs de la lutte au seul terrain économique alors qu'aucune solution sérieuse ne peut être atteinte sans un changement de gouvernement. C'était une concession inutile accordée aux courants rétrogrades qui abordent l'enseignement de l'apolitisme et au régime gaulliste lui-même.

Sans doute les partis n'auraient-ils pas été placés au second plan si l'unité d'action sur le plan politique ne se trouvait très en deçà de l'action commune syndicale et si ces partis

impulsaient d'une manière plus dynamique la lutte contre le gaullisme.

Il n'a pas servi grand-chose au P.C.F. d'avoir soutenu à bout de bras, sans la moindre garantie, la candidature Mitterrand. Il a ainsi, lui-même, contribué grandement au lancement de la Fédération dont la raison d'être est d'établir une coalition durable du mouvement ouvrier avec certaines fractions de la bourgeoisie. La F.G.D.S. ne renoncera jamais à son jeu de pendule entre le P.C.F. et Lecanuet sous peine de connaître l'éclatement et de voir amputée, notamment, des forces radicales elles-mêmes déchirées.

Mitterrand a mis près de 3 mois pour répondre à Waldeck Rochet par une lettre qui est un petit chef-d'œuvre de l'ambiguïté. En bref, l'ancien candidat présidentiel consent à certains gestes de courtoisie et de prévenances gratuites afin de ne pas rompre les ponts tout en écartant tout engagement aussi bien pour l'élaboration d'un programme commun que pour la conclusion d'un pacte de désistement réciproque avec le P.C.F. au deuxième tour des élections.

(Suite page 8)

G. DARMON